

CONVENTION DE PARTENARIAT 2022-2025
entre
LA RÉGION ACADÉMIQUE HAUTS-DE-FRANCE
et
EDF

Entre les soussignés

L'ÉTAT

Représenté par

Madame Valérie CABUIL

Rectrice de la Région académique Hauts-de-France,
Rectrice de l'académie de Lille,
Chancelière des universités

144 rue de Bavay
BP 709
59033 LILLE cedex

Monsieur Raphaël MULLER

Recteur de l'académie d'Amiens

20 boulevard d'Alsace-Lorraine
80063 AMIENS cedex 9

ci-après dénommé « la Région académique Hauts-de-France »
d'une part,

EDF

Représentée par

Monsieur Mathias POVSE

Directeur de l'Action Régionale Hauts-de-France

39 rue du faubourg de Roubaix
59800 LILLE

ci-après dénommée « EDF »
d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit.

Sommaire

Cadres de référence	3
Au niveau européen :	3
Au niveau national :	3
Au niveau régional :	3
Préambule	3
Article 1 Objet de la convention	4
Article 2 Axes de coopération	4
Axe 1 Évolution des emplois, des fonctions, des formations et des besoins en qualification d'EDF	4
1 Étude de l'évolution des fonctions et relation emploi-formation	4
2 Conseillers Entreprises pour l'École	4
Axe 2 Information sur les métiers et contribution à l'orientation des jeunes	4
1 Renforcement de la sensibilisation aux enjeux liés à l'énergie et à la transition énergétique	4
2 Promotion de l'égalité des chances, de la diversité et de la mixité	5
Axe 3 Formation professionnelle des jeunes	6
1 Accueil de stagiaires et de jeunes en formation en alternance	6
2 Promotion de l'alternance et de l'accès à l'emploi	6
3 Perspectives de partenariat dans le cadre des Campus des Métiers et des Qualifications dans le champ des énergies	6
Axe 4 Formation continue des salariés	7
1 Formation des salariés des entreprises	7
2 Validation des Acquis de l'Expérience	7
3 Participation d'EDF à la formation continue des personnels de l'Éducation nationale	7
Axe 5 Coopération technique	7
Article 3 Dispositif de suivi : comité de pilotage	8
Pour la Région académique Hauts-de-France :	8
Pour EDF :	8
Article 4 Communication	8
1 Mise en place de moyens de communication	8
2 Mise à disposition d'un Ingénieur pour l'école (IPE)	8
3 Confidentialité	9
Article 5 Gratuité	9
Article 6 Durée	9
1 Date d'effet	9
2 Renouvellement	9
Article 7 Modification	9
Article 8 Résiliation	9
Article 9 Règlement des litiges	10
Annexe 1 : Rôles des différents intervenants	11

Cadres de référence

Au niveau européen :

Vu le projet européen « Jeunesse en action » pour améliorer notamment l'insertion professionnelle des jeunes ;
Vu le programme Erasmus + ;

Au niveau national :

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L124-1, L214-12 à L214-16-2, L313-1 à 313-8, D331-1 à D331-23, D332-14 et D335-1 à 335-4 ;
Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif au Parcours Avenir ;
Vu les contrats de filières publiés par le conseil national de l'industrie ;
Vu la réforme du baccalauréat et du lycée parue au BOEN n° 29 du 19 juillet 2018 ;
Vu le code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire paru au BOEN n°14 du 5 avril 2001 ;
Vu la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
Vu la convention de coopération signée entre EDF et le Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports signée le 8 mars 2022.

Au niveau régional :

Vu la convention cadre signée le 4 novembre 2020 entre l'État et la Région Hauts-de-France relative à la mise en œuvre des compétences de l'État et des régions en matière d'information et d'orientation pour les publics scolaires, apprentis et étudiants ;
Vu les projets académiques 2018-2021 des académies d'Amiens et de Lille ;
Vu la convention cadre signée le 5 juillet 2018 entre le monde éducatif et le monde économique déclinant 4 axes de coopération :

- Contribuer au rapprochement des mondes éducatif et économique ;
- Participer conjointement à l'information sur les entreprises, les métiers, les filières et leurs potentialités de recrutement ;
- Favoriser la sensibilisation à l'entrepreneuriat pour créer les conditions de développement de l'esprit d'entreprendre ;
- Valoriser l'alternance.

Préambule

Cette convention a pour finalité de favoriser la montée en qualification et l'insertion professionnelle des jeunes, de favoriser le transfert de connaissances sur des sujets techniques ou plus généraux, et de rapprocher les personnels de l'Éducation nationale et ceux d'EDF.

Mise en œuvre dans le plein respect du principe d'autonomie pédagogique des établissements, elle constitue un cadre de référence dans lequel s'inscrivent les actions menées par les signataires. Toute action nécessitera l'accord du chef d'établissement et sera mise en œuvre en concertation avec les équipes pédagogiques.

Les professionnels susceptibles d'intervenir dans les établissements scolaires devront respecter le règlement intérieur des établissements, et notamment les règles d'hygiène et de sécurité qui y sont applicables.

La convention concerne tout ou partie des services de la Région académique Hauts-de-France dans son rôle d'appui à la Région dans la formation professionnelle, et s'adresse à des élèves de collèges, lycées généraux, professionnels et technologiques de la Région académique Hauts-de-France.

Elle traduit la volonté commune de préparer les jeunes au monde du travail, afin d'anticiper le renouvellement des compétences.

Les personnes concernées par sa mise en œuvre sont :

- ✚ Pour EDF : la Direction de l'action régionale des Hauts-de-France
- ✚ Pour la Région académique Hauts-de-France : la Délégation de Région Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue (DRAFPIC) et la Délégation de Région Académique à l'Information et à l'orientation (DRAIO)

Article 1 Objet de la convention

Les actions menées conjointement visent à améliorer la connaissance réciproque entre le monde éducatif et le monde professionnel, en instaurant un dialogue et des échanges entre les enseignants et les responsables de l'entreprise.

La convention se décline selon les axes suivants :

- ✚ Évolution des emplois, des fonctions, des formations et des besoins en qualification d'EDF,
- ✚ Information sur les métiers et contribution à l'orientation des jeunes,
- ✚ Formation professionnelle des jeunes,
- ✚ Formation continue des salariés,
- ✚ Coopération technique

Article 2 Axes de coopération

Axe 1 Évolution des emplois, des fonctions, des formations et des besoins en qualification d'EDF

1 Étude de l'évolution des fonctions et relation emploi-formation

EDF et la Région académique Hauts-de-France s'efforcent de développer leur collaboration en vue d'analyser qualitativement et quantitativement les missions exercées au sein de l'entreprise et d'étudier les évolutions des missions et compétences.

2 Conseillers Entreprises pour l'École

Les collaborateurs d'EDF pourront être sollicités pour participer à certains examens et concours et être identifiés comme « Conseillers Entreprises pour l'École ».

Axe 2 Information sur les métiers et contribution à l'orientation des jeunes

EDF apporte son concours aux actions ayant un intérêt pédagogique déployées par la Région académique Hauts-de-France en matière d'information et d'orientation, quelles que soient les voies de formations concernées, et plus spécifiquement pour les diplômes suivants :

- ✚ Bac pro Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés
- ✚ Bac pro Maintenance des systèmes de production connectés
- ✚ Bac pro Systèmes numériques option C réseaux informatiques et systèmes communicants (RISC)
- ✚ BTS Systèmes numériques option informatique et réseaux
- ✚ Bac pro Technicien en chaudronnerie industrielle
- ✚ Bac pro Maintenance et efficacité énergétique (remplace en 2024 le Bac Pro Maintenance des systèmes énergétiques et climatiques)
- ✚ BTS Électrotechnique
- ✚ BTS Maintenance des systèmes, option C (systèmes éoliens)
- ✚ Mentions complémentaires de niveau 4 Technicien des services à l'énergie, Technicien en énergie renouvelable et Technicien en Réseaux Électriques
- ✚ Bac technologique STI 2D
- ✚ CAP Électricien

1 Renforcement de la sensibilisation aux enjeux liés à l'énergie et à la transition énergétique

La maîtrise de l'énergie et la transition énergétique sont au cœur des préoccupations sociétales actuelles et doivent être relayées auprès des jeunes et des enseignants.

Dans le cadre de l'accompagnement des élèves dans l'élaboration de leur projet d'orientation scolaire et professionnelle, les parties conviennent de mener en partenariat les actions suivantes :

- ✚ Interventions de professionnels dans les établissements scolaires de l'académie pour présenter les missions et l'entreprise,

- ✚ Conférences gratuites proposées par EDF en collaboration avec un prestataire extérieur sur les thèmes de l'énergie et de la transition énergétique, à destination des élèves de primaire, collège et lycée,
- ✚ Participation à certains forums ou salons organisés par l'Éducation nationale, à certaines actions identifiées dans les programmes Innovons et Développons l'Esprit d'Entreprendre (IDEE) portées par les académies d'Amiens et de Lille,

Des actions visant à améliorer la pédagogie sont entreprises en commun dans les domaines suivants :

- ✚ Élaboration de documents et méthodes pour améliorer la continuité pédagogique dans la formation,
- ✚ Actions de formation et d'information en faveur des tuteurs et des maîtres d'apprentissage,
- ✚ Actions d'information et d'accueil sur le site d'EDF des personnels de l'Éducation nationale (enseignants, psychologues de l'Éducation nationale, chefs d'établissements, directeurs délégués aux formations professionnelles et technologiques) pour une meilleure connaissance réciproque,
- ✚ Un site internet sera gratuitement mis à disposition des enseignants, de l'école primaire au lycée, pour leur permettre d'assurer et d'illustrer leurs enseignements concernant l'énergie, la transition énergétique et la sécurité, en leur proposant notamment des kits pédagogiques,
- ✚ Un site internet sera gratuitement mis à disposition des élèves, pour leur permettre d'approfondir leurs connaissances sur les thèmes de l'énergie et de la transition énergétique, ainsi que leur connaissance des métiers liés à ce secteur, à travers des vidéos et des fiches métiers mises en ligne.

D'autres actions peuvent être adaptées en fonction du public ciblé et des objectifs souhaités :

- ✚ Collégiens des classes de 4^{ème} et 3^{ème} et lycéens : favoriser une meilleure connaissance des métiers et du milieu professionnel, afin de contribuer à l'élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle de l'élève, notamment dans le cadre des heures dédiées à l'accompagnement à l'orientation,
- ✚ Lycéens professionnels et étudiants de BTS (présenter la réalité des emplois, leurs perspectives d'évolution et les niveaux de formation correspondants, intervention en langue étrangère de professionnels dans le cadre des activités de la discipline non linguistique...).

2 Promotion de l'égalité des chances, de la diversité et de la mixité

D'autres actions plus spécifiques sont menées par l'Éducation nationale pour favoriser la mixité de certains secteurs et filières. Différentes manifestations d'information peuvent être proposées aux familles. Elles sont destinataires des supports produits dans le cadre de ces différents échanges.

Contribution à l'égalité des chances

Afin de lutter contre toute discrimination dans l'accès à l'emploi, EDF et les services de la Région académique Hauts-de-France mettront en place des actions contribuant à l'intégration des jeunes issus des établissements situés en REP et REP+.

Intégration des personnes en situation de handicap

EDF et la Région académique Hauts-de-France développeront des actions pour faciliter une meilleure connaissance des dispositifs d'accueil mis en place par les entreprises en faveur des personnes handicapées. L'entreprise s'attachera notamment à intégrer des jeunes en situation de handicap pour des emplois, stages et contrats en alternance.

Promotion de l'égalité filles-garçons

La valorisation des métiers scientifiques auprès des filles sera également encouragée en s'appuyant sur les Ingénieurs pour l'école, les chargés de mission pour l'égalité filles-garçons des rectorats et sur les outils mis en ligne sur le site dédié (vidéos et fiches métiers de femmes exerçant des métiers techniques). Pour cela, les associations partenaires de l'Éducation nationale et EDF seront sollicitées (exemple : « Elles bougent »).

Axe 3 Formation professionnelle des jeunes

1 Accueil de stagiaires et de jeunes en formation en alternance

EDF favorise l'accueil des jeunes en formation en alternance (contrat de professionnalisation et contrat d'apprentissage) et dans le cadre de tout type de stage dans la limite des capacités d'accueil de l'entreprise. Les actions concernent tous les jeunes, sans distinction liée à l'origine, au sexe ou à la situation de handicap.

Les partenaires conviennent de travailler en commun pour améliorer la planification des périodes de formation en entreprise d'une part, et le suivi qualitatif d'autre part.

Les chargés de mission au développement territorial de la relation école entreprise apparaissent comme des interlocuteurs privilégiés au sein de l'Éducation nationale. Ils interviennent tout spécialement s'agissant :

- + De la planification de l'accueil des stagiaires (examen du planning de stages des différents établissements scolaires susceptibles de présenter des stagiaires, mise en place d'un planning cohérent entre les contraintes du site et l'organisation pédagogique...),
- + Des conditions d'accueil et de suivi des stagiaires en lien avec l'ensemble des équipes éducatives concernées.

2 Promotion de l'alternance et de l'accès à l'emploi

Pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, en particulier sur les métiers techniques et scientifiques, EDF communiquera périodiquement aux rectorats de la Région académique Hauts-de-France les besoins en recrutement (contrats en alternance, offres d'emploi), ainsi que les fiches métiers comprenant un descriptif des profils attendus.

La Région académique Hauts-de-France s'engage à aider EDF à identifier un vivier de jeunes susceptibles de poursuivre leurs études par la voie de l'apprentissage, et plus particulièrement dans les métiers pour lesquels des besoins en recrutement seront recensés. Il s'agira de proposer des formations et/ou des parcours, en adéquation avec les formations dispensées par le CFA académique.

Par ailleurs, l'Université des Métiers du Nucléaire (UMN), dans le cadre d'un partenariat avec un lycée de la Région Académique, a annoncé le lancement d'un dispositif de bourses d'études. Ce partenariat visera à renforcer l'attractivité des formations permettant de répondre à des besoins d'emploi dans la filière nucléaire et plus largement à favoriser la formation et l'insertion professionnelle des élèves du lycée, l'animation des filières de formation présentes au sein du lycée et la communication autour des métiers et opportunités d'emploi au sein de la filière nucléaire.

Ce dispositif de bourses d'études sera mis en place dans des conditions prévues par une convention. Le Lycée sera acteur du dispositif de bourses d'études et participera aux actions prévues dans la convention notamment en termes de communication sur le dispositif auprès des élèves et des familles, de la pré-sélection des dossiers de candidats, de la participation au jury de sélection, du suivi des boursiers et de la gestion budgétaire des bourses comprenant le versement aux élèves.

3 Perspectives de partenariat dans le cadre des Campus des Métiers et des Qualifications dans le champ des énergies

Les Campus des Métiers et des Qualifications (CMQ) ont été créés pour valoriser l'enseignement professionnel et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes par la hausse du niveau de qualification. Pour cela, ils regroupent au sein d'un même réseau des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, de formation initiale sous statut scolaire ou sous statut d'apprenti, de formation continue, des laboratoires de recherche et des entreprises. Ils sont construits autour d'un secteur d'activité d'excellence lié à des enjeux économiques nationaux et régionaux, soutenu par les collectivités territoriales et les entreprises.

EDF reconnaît dans les CMQ un acteur privilégié en étant d'ailleurs membre fondateur des CMQ Bâtiment et systèmes énergétiques intelligents 3.0 et Relation client 3.0. D'autres partenariats ont été engagés avec le CMQ Métallurgie et Plasturgie comme l'illustre NUCLEOFIL, projet, lauréat de France Relance, qui porte sur le maintien et le renforcement des compétences industrielles de la filière nucléaire en région Hauts-de-France. Dans ce cadre, le CMQ d'Excellence Métallurgie et Plasturgie et EDF en Hauts-de-France, ainsi que les membres du consortium, mettront en œuvre des actions visant le développement, le renforcement ou le maintien des compétences dans les métiers jugés critiques, tels que le soudage, l'usinage ou le respect des normes.

La coopération pourrait également se poursuivre en s'étendant aux CMQ Chimie énergie et innovation territoriale (ex Bioraffinerie végétale et chimie durable en cours de re-labellisation,) Industrie et transition Numérique, Ferroviaire industrie de l'automobile et mobilité.

Le Ministère de l'éducation nationale met en place le réseau thématique national de la filière mix-énergétique qui regroupera les CMQ et les représentants du monde économique travaillant sur les problématiques de la production d'énergie, quelle que soit sa source et ses usages par l'industrie. L'enjeu est notamment de coordonner des actions menées par ces Campus pour leur permettre un meilleur positionnement et apporter des réponses à l'échelle de la filière.

EDF s'appuiera notamment sur les travaux menés dans ce réseau thématique national.

Un Ingénieur pour l'école, en relation avec la DRAFPIC, contribuera à la coordination des actions entreprises par EDF avec l'ensemble des CMQ.

Axe 4 Formation continue des salariés

1 Formation des salariés des entreprises

L'intervention de la Région académique Hauts-de-France dans le cadre de la formation des salariés des entreprises s'exerce au niveau régional par l'intermédiaire de la Délégation de Région Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue (DRAFPIC). Dans son champ de compétences, des coopérations dans les domaines suivants peuvent être envisagées :

- + Conseils,
- + Ingénierie de formation,
- + Mise en œuvre d'actions de formation.

2 Validation des Acquis de l'Expérience

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), droit individuel créé par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, permet la reconnaissance de l'activité exercée et l'obtention d'un diplôme. À la demande d'EDF, l'Éducation nationale peut :

- + Proposer des dispositifs adaptés aux besoins des salariés d'EDF (accueil, information des candidats potentiels et des équipes d'encadrement, étude individualisée des demandes en fonction des projets et accompagnement),
- + Mettre en œuvre des expérimentations auprès de salariés souhaitant obtenir un diplôme par cette voie de validation,
- + Organiser avec le réseau Formation Continue de la Région académique Hauts-de-France les compléments de formation pour les candidats ayant obtenu une validation partielle,
- + Sensibiliser les professionnels du secteur pour favoriser et développer leur participation aux travaux des jurys.

3 Participation d'EDF à la formation continue des personnels de l'Éducation nationale

La Région académique Hauts-de-France et EDF encouragent l'accueil dans les entreprises d'enseignants, futurs enseignants et personnels de direction, par exemple grâce à des stages de courte ou longue durée.

Axe 5 Coopération technique

Les partenaires s'engagent à exploiter la complémentarité de leurs compétences. Ils définiront les axes de coopération correspondant aux besoins de qualification des jeunes. Il pourra s'agir de :

- + Participation ou d'association d'experts ou de représentants locaux d'unités à des actions éducatives de formation. Cette assistance pourra se traduire par des conférences ou des interventions en milieu scolaire ou universitaire,
- + Ingénierie de formation (réalisation de maquettes didactiques, de documents audiovisuels...) ou de soutien logistique (donation de matériels, fourniture de documents pédagogiques, accompagnement financier ou humain de projets pédagogiques...),
- + Coopération technique avec les établissements d'enseignement,
- + Promotion du développement durable et de la prise en compte de ses principes fondamentaux.

Article 3 Dispositif de suivi : comité de pilotage

Le comité de pilotage se tiendra au minimum une fois par an et établira les orientations stratégiques liées à la mise en œuvre de la convention.

Il établira un bilan annuel des actions menées et élaborera le plan d'action de l'année suivante.

Il sera co-animé par :

Pour la Région académique Hauts-de-France :

- ✚ Le Délégué de Région Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue (DRAFPIC), ou son représentant
- ✚ La Déléguée de Région Académique à l'Information et à l'Orientation (DRAIO), ou son représentant
- ✚ Un Inspecteur d'Académie – Inspecteur Pédagogique Régional de chaque académie de la Région académique Hauts-de-France
- ✚ Un Inspecteur de l'Éducation Nationale – Enseignement Technique de chaque académie de la Région académique Hauts-de-France

Pour EDF :

- ✚ Un représentant de la Direction de l'action régionale Hauts-de-France
- ✚ Un représentant du Centre Nucléaire de Production d'Électricité de Gravelines
- ✚ Un représentant de la Direction commerce
- ✚ Un représentant d'une/de toute autre unité d'EDF

Article 4 Communication

1 Mise en place de moyens de communication

Les partenaires conviennent de conduire des actions de communication conjointes pour valoriser les actions organisées dans le cadre de cette convention et permettre une meilleure lisibilité des relations entre EDF et la Région académique Hauts-de-France. Les Comités Locaux École Entreprise (CLEE), les animateurs CLEE et les Conseillers Entreprises pour l'École sont facilitateurs des actions.

La présente convention sera diffusée dans chacun des établissements du second degré de la Région académique Hauts-de-France par les animateurs CLEE, et dans chacune des unités de l'entreprise. EDF et la Région académique Hauts-de-France pourront communiquer librement en interne et en externe autour de ce partenariat et de ces actions.

EDF renverra à la DRAFPIC un bilan établi en concertation avec les établissements du second degré partenaires (trame du bilan en annexe).

Chaque partenaire s'engage à respecter scrupuleusement la charte graphique de l'autre partie sur l'ensemble des moyens de communication. Chaque partenaire sera consulté avant toute diffusion de documentation, afin notamment de vérifier le respect de la charte graphique et pourra s'opposer à la reproduction de son logo sur un ou plusieurs supports sans avoir à le justifier.

Les parties reconnaissent que la remise des caractéristiques de leur logo respectif ne confère aucun droit de propriété sur le logo lui-même et sur tout élément d'identification du partenaire.

Par ailleurs, chaque partenaire s'interdit de porter atteinte à la réputation et à l'image de l'autre partenaire.

Les différents supports conçus par EDF devront avoir été préalablement approuvés par les services communication des rectorats des académies d'Amiens et de Lille.

EDF s'engage à ce que chaque communication respecte le principe de neutralité commerciale s'appliquant au service public de l'éducation, tel que défini par la circulaire 2001-053 du 28 mars 2001, et les valeurs de la République.

2 Mise à disposition d'un Ingénieur pour l'école (IPE)

Afin de consolider le lien indispensable entre le monde de l'école et celui de l'entreprise, EDF poursuivra son engagement par le biais de la mise à disposition d'un Ingénieur pour l'école. EDF est par ailleurs engagé dans le développement national du dispositif IPE par sa présence au conseil d'administration de l'association des IPE.

3 Confidentialité

Les informations recueillies dans les établissements d'EDF ou leurs unités ont un caractère confidentiel.

Les stagiaires et le personnel de l'Éducation nationale sont tenus au secret professionnel concernant toute information à caractère confidentiel qu'ils seraient amenés à connaître à l'occasion de leur immersion au sein de l'entreprise.

Les professionnels d'EDF, notamment ceux intervenant dans les établissements, s'engagent à respecter la confidentialité des informations qu'ils auraient éventuellement recueillies concernant les élèves, leurs familles, les personnels et le fonctionnement de l'établissement.

Chaque partie s'engage à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection des données personnelles applicables en vigueur et, notamment, les dispositions de la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Article 5 Gratuité

L'ensemble du partenariat visé par la convention est mis en œuvre à titre gratuit et dans le respect du principe de neutralité commerciale qui s'applique au service public de l'éducation. Chaque partenaire prendra en charge ses propres frais.

Article 6 Durée

1 Date d'effet

La présente convention prend effet à la date de la signature par les parties.

Elle est conclue pour une durée de trois ans et ne peut être renouvelée par tacite reconduction.

2 Renouvellement

Six mois avant sa date d'expiration, le renouvellement devra faire l'objet d'une demande écrite adressée par EDF à la région académique Hauts-de-France.

Article 7 Modification

Pendant sa période de validité, la convention pourra être modifiée par voie d'avenant sous réserve d'accord des parties. A défaut d'accord entre elles, la convention pourra être résiliée selon les modalités prévues par l'article 8.

En cas de signature d'une convention entre EDF et le ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des Sports, la présente convention pourra être révisée de manière à assurer la cohérence des actions mises en œuvre avec les orientations définies par la convention signée entre le ministère et EDF pour l'échelle nationale.

Article 8 Résiliation

Chacun des partenaires pourra demander la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois. Cette résiliation ne donne lieu au versement d'aucune indemnité.

Dans le cas d'une résiliation à l'initiative d'EDF, celle-ci s'engage à mener à leur terme les actions déterminées pour l'année scolaire en cours pour ne pas pénaliser les élèves et les étudiants.

La convention pourra être résiliée à tout moment sans indemnités par la région académique Hauts-de-France pour des motifs d'intérêt général.

Article 9 Règlement des litiges

Les parties se tiennent mutuellement informées des difficultés qui pourraient naître de l'exécution de la présente convention et s'efforcent de trouver un règlement à l'amiable, notamment par le biais d'une médiation, aux éventuels litiges auxquels elle pourrait donner lieu.

En cas de non-respect des termes de la convention par l'une des parties, ou de difficultés persistantes dans son exécution, et à défaut de règlement à l'amiable, l'autre partie pourra mettre en demeure par lettre recommandée avec avis de réception la partie défaillante de se conformer aux stipulations de la présente convention dans un délai de deux mois, à défaut de quoi elle pourra résilier la convention de plein droit, sans indemnités.

Le tribunal compétent pour tout litige relatif à cette convention, en l'absence de résolution amiable, sera le tribunal administratif de Lille.

Fait à LILLE le 29 avril 2022

Madame Valérie CABUIL

Rectrice de la Région académique Hauts-de-France,
Rectrice de l'académie de Lille,
Chancelière des universités



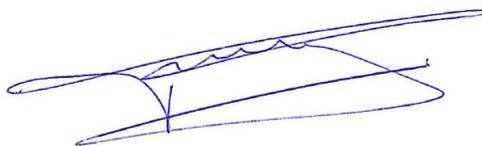
Monsieur Raphaël MULLER

Recteur de l'académie d'Amiens



EDF

Représentée par
Monsieur Mathias POVSE
Directeur de l'Action Régionale
Hauts-de-France



Annexe 1 : rôles des différents intervenants

Les Campus des Métiers et des Qualifications (CMQ)

Les Campus des Métiers et des Qualifications regroupent des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, de formation initiale ou continue. Ils sont construits autour d'un secteur d'activité d'excellence correspondant à un enjeu économique national ou régional soutenu par la collectivité et les entreprises.

Coordonnées des CMQ concernés par la convention :

Bâtiment et systèmes énergétiques intelligents 3.0

Directeur opérationnel	Ingrid ZIELINSKI	06.06.68.19.95	ingrid.zielinski@region-academique-hauts-de-france.fr
Établissement support	Lycée Jacques Le Caron Arras	03.21.21.50.00	ce.0620011a@ac-lille.fr
	Proviseur : Franck MAAS		

Relation client 3.0

Directeur opérationnel	Sylvie DEMASSIEUX	06.46.10.69.47	sylvie.demassieux@region-academique-hauts-de-france.fr
Établissement support	Lycée Gaston Berger Lille	03.20.49.31.59	ce.0590258k@ac-lille.fr
	Proviseur : Thierry DESPLANCKE		

Métallurgie et Plasturgie

Directeur opérationnel	Pascal OYER	06 16 05 80 34	pascal.oyer@region-academique-hauts-de-france.fr
Établissement support	Lycée Condorcet – Saint Quentin	03 23 08 44 44	ce.0020050U@ac-amiens.fr
	Proviseur : Jean-Christophe STORZ		

Chimie, énergie et innovation territoriale

Directeur opérationnel	Xavier DAVID	06 26 34 44 12	xavier.david@region-academique-hauts-de-france.fr
Établissement support	Université Picardie Jules Verne – Amiens	03 22 82 72 72	denis.postel@u-picardie.fr
	Proviseur : Denis POSTEL		

Industrie et transition Numérique

Directeur opérationnel	Caroline BARBIER	03 27 22 9595	caroline.barbier@region-academique-hauts-de-france.fr
Établissement support	Lycée du pays de Saint Omer – Saint Omer	03 21 98 22 24	ce.0620162p@ac-lille.fr
	Proviseur : Christophe SOUDANS		

Ferroviaire industrie de l'automobile et mobilité

Directeur opérationnel	Jean BRIDOUX		jean.bridoux@region-academique-hauts-de-france.fr
Établissement support	Lycée du Hainaut Valenciennes	03.27.22.95.95	ce.0590223x@ac-lille.fr
	Proviseur : Bernard BRIAND		

Le Clubster école-entreprise ou réseau des Comités Locaux École Entreprise

Une convention de partenariat

24 partenaires économiques et les académies d'Amiens et Lille ont signé depuis juillet 2018 une convention de partenariat déclinant 4 axes de coopération :

- ✚ Contribuer au rapprochement des mondes éducatif et économique ;
- ✚ Participer conjointement à l'information sur les entreprises, les métiers, les filières et leurs potentialités de recrutement ;
- ✚ Favoriser la sensibilisation à l'entrepreneuriat pour créer les conditions de développement de l'esprit d'entreprendre ;
- ✚ Valoriser l'alternance.

Un réseau de Comités Locaux École-Entreprise (CLEE)

Ce réseau est co-animé dans chaque bassin par un animateur CLEE et par un pilote issu du monde économique.

Des actions partagées

La semaine école-entreprise, la semaine de l'industrie...

Les Conseillers Entreprises pour l'École (CEE)

Les Conseillers Entreprises pour l'École sont des professionnels (employeurs, salariés ou artisans) proposés en qualité d'expert par leur organisation professionnelle et désignés par le recteur d'académie. Leurs missions :

- ✚ Conseiller les équipes éducatives, les corps d'inspection, les délégués des recteurs ;
- ✚ Intervenir aussi bien dans les formations professionnelles et technologiques initiales que dans le cadre de la formation continue ;
- ✚ Participer aux jurys d'examens des diplômes professionnels et, au niveau national, aux commissions professionnelles consultatives.

L'animateur CLEE

Dans chaque bassin d'éducation, il existe un animateur CLEE. Ses missions, en lien avec

- Le Délégué de Région Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue (DRAFPIC) ;
- Le directeur de CIO du bassin ;
- Le coordonnateur du bassin ;
- Le pilote mandaté par les partenaires économiques dans le cadre de la co-animation du CLEE du bassin :
 - ✚ Impulser, animer, coordonner, promouvoir et mutualiser les actions école-entreprise au sein du CLEE du bassin ;
 - ✚ Faciliter les actions visant à impliquer les entreprises dans l'information à l'orientation au collège et au lycée ;
 - ✚ Contribuer, dans le cadre du projet IDEE 3 « Innovons, Développons l'Esprit d'Entreprendre » à la mise en place d'actions visant le développement de l'esprit d'entreprendre, et relayer auprès des établissements les informations relatives aux dispositifs existants en relation avec le chargé de mission local IDEE.

Le Référent Insertion Professionnelle – Relation École Entreprise (RIPREE)

Dans chaque établissement de l'académie de Lille, il existe un Référent Insertion Professionnelle – Relation École Entreprise. Ses missions au sein de son établissement :

- ✚ Contribuer au déploiement des relations école entreprise de son établissement
- ✚ Favoriser l'accompagnement à l'orientation
- ✚ Contribuer à la mise en place d'actions visant le développement de l'esprit d'entreprendre
- ✚ Faciliter l'organisation et le suivi des stages en France et à l'étranger